

reprocher non pas seulement de ne pas faire d'erreurs, mais de ne pas faire ce qu'il faut pour mettre fin à la situation. Voilà en quoi nous pourrions le critiquer. Puisque le problème existe et puisqu'il est à la tête de ce ministère, il devrait au moins veiller à ce que les prix restent à un niveau raisonnable. Ses fonctions de ministre de la Consommation se sont bornées, semble-t-il, à expliquer pourquoi les prix montent. Je ne puis accepter cela. Il devrait prendre des initiatives de nature à empêcher les prix de monter et à aider les Canadiens à faire face au coût de la vie. Qu'il bouge donc!

J'aimerais mentionner deux choses qui, d'après moi, sont partiellement responsables de la hausse du coût de la vie. Le gouvernement libéral de la Saskatchewan instituait assez récemment une commission des prix, sous la direction de M<sup>me</sup> Batten. Selon elle, les magasins dans cette province sont trop grands et ont trop de marchandises pour les besoins du public. Le ministre pourrait peut-être examiner des situations de ce genre et étudier les recommandations de M<sup>me</sup> Batten. C'est peut-être pour cela que les prix ont monté.

L'Assemblée législative de l'Alberta est présentement saisie du problème des exploitants de stations-service dans la province, qui sont pris dans un étau. Dans ce cas, même si l'exploitant s'offre de bien gérer sa station, le public n'en profite pas beaucoup. Ce sont les compagnies de pétrole qui en bénéficient. Je me demande si le ministre voudra examiner le problème des pressions indues exercées par les grosses compagnies sur les particuliers.

D'après moi, les dépenses au chapitre des immobilisations sont trop fortes dans une partie de l'industrie tertiaire. Je me demande si on ne pourrait pas encourager ou restreindre certains secteurs de l'industrie afin qu'on ne prenne pas avantage des besoins du public. Je ne crois pas que ce soit trop demander.

Dans une large mesure, nous instruisons nos gens afin qu'ils puissent aller gagner de l'argent et devenir des magnats de l'industrie. Toutefois, je crois qu'il y a un domaine que nous avons négligé, c'est la question du budget des familles. J'aimerais qu'on renseigne les mères de famille ou les parents sur la façon d'établir un budget et d'acheter à bon escient, afin qu'ils soient plus en mesure de faire face à ce monde en évolution. Je crois que c'est un domaine sur lequel le ministre ferait bien de se pencher sérieusement.

[M. Thomson.]

J'ai une dernière question à signaler. J'ai reçu une lettre du propriétaire d'une boulangerie de ma circonscription. Ce monsieur vend une spécialité de la région. D'après lui, son cas est différent. Il m'a signalé que les grandes boulangeries offraient du pain en vente dans la région à un prix qu'il ne pouvait concurrencer. Si cette situation devait durer, je crois qu'on pourrait dire que c'est là un service rendu au public. Mais dans certains cas, ces rabais sur le prix du pain ne sont maintenus qu'aussi longtemps que le petit commerçant peut exploiter son magasin. Dès qu'il ferme boutique, les prix redeviennent normaux. Je crois que le ministre ferait bien de s'occuper de la chose. Je crois à l'efficacité. Je voudrais voir les prix baisser, afin d'aider ceux à qui la vie chère pose des problèmes. Toutefois, je prétends que dans bien des cas, la situation est loin d'être satisfaisante. J'ai déferé ce cas-ci au ministre et j'espère qu'il étudiera l'affaire sérieusement.

Je me demande dans quelle mesure il est nécessaire de posséder des preuves dans de telles situations. Ces choses se cachent un peu dans le vague. Est-il nécessaire de prouver que quelqu'un a réduit ses prix de façon délibérée, qu'il existe réellement une coalition, ou cette petite entreprise doit-elle cesser ses activités parce que quelque grande société veut l'éliminer? Je soumetts le problème au ministre. Je ne suis pas sûr d'avoir trouvé la solution mais j'espère qu'il l'examinera attentivement. Il s'agit bien d'une restriction à la pratique du commerce.

**M. Harding:** Monsieur le président, je ne consacrerai pas beaucoup de temps à commenter ce bill, mais j'ai attendu que l'on passe en revue cette partie pour en dire quelques mots. Ce ministère est l'un des plus importants de tous ceux du gouvernement.

● (11.30 p.m.)

C'est là, me semble-t-il, un domaine où le gouvernement pourrait et devrait agir pour freiner l'accroissement marqué du coût de la vie, qui complique l'existence des Canadiens, surtout de ceux dont le revenu est fixe. Depuis longtemps déjà, nous entendons beaucoup parler de la hausse marquée du coût de la vie. Des représentants des différents partis politiques et des particuliers ont parlé de solutions à ces problèmes. Cependant, le temps passe et, loin de s'améliorer, la situation ne cesse de s'aggraver.

Je voudrais exposer aux députés mes sentiments sur les tendances des prix à la consommation. D'autres députés ont traité de